

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, je pose ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. Je lui ai demandé la semaine dernière de nous faire connaître la politique du gouvernement sur la conversion au système métrique. Sa réponse a été vague, imprécise et de ce point de vue, injustifiable. Quelle est la position du gouvernement à l'égard du système métrique? Allons-nous l'adopter oui ou non? Les consommateurs, les producteurs veulent le savoir. Voudrait-il maintenant clarifier la position gouvernementale sur la métrisation?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, j'ai annoncé la semaine dernière que nous étions, effectivement, dans une période de consultations intensives et d'études. Nous avons encore l'intention de recevoir les commentaires de tous les groupes intéressés qui désirent faire savoir leurs points de vue sur cette question, et je pense que ce gouvernement est intéressé à recevoir toutes ces opinions et de convenir de recommandations qui seront soumises au Cabinet en temps et lieu.

● (1440)

[Traduction]

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, de son côté, le secrétaire parlementaire du ministre a affirmé très clairement et très nettement la semaine dernière que la métrisation ne se ferait pas.

M. Dick: Jamais de la vie.

M. Rompkey: Le secrétaire parlementaire et le ministre font tous deux partie du gouvernement. Le secrétaire parlementaire n'appartient pas au cabinet, mais il fait partie du gouvernement. Si dans ses déclarations le secrétaire parlementaire n'exprime pas la politique du gouvernement, le ministre va-t-il exiger sa démission?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, il appartient habituellement au ministre chargé de chacun des ministères de faire l'annonce publique des politiques, et cela doit se faire aussi bien avec la consultation des membres du Cabinet que de ceux du caucus, et j'ai l'intention de procéder ainsi.

* * *

LA CULTURE

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier

Questions orales

ministre. Pourquoi son gouvernement a-t-il choisi les agences culturelles comme devant subir des coupures budgétaires deux fois plus importantes que les coupures effectuées dans d'autres activités fédérales?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Évidemment toutes les agences gouvernementales, monsieur le Président, ont été appelées à subir des compressions budgétaires et, que je sache, cela a été fait de façon à généraliser d'une manière équitable à travers le gouvernement, avec quelques variations peut-être, mais, essentiellement, cela a été fait non seulement dans le but d'assainir les finances publiques, mais également dans un climat d'équité. Maintenant, si la députée pouvait me citer certains exemples précis, je pourrais les examiner avec elle avec plaisir.

[Traduction]

LE NIVEAU DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, on voit mal ce que des compressions budgétaires deux fois plus fortes peuvent avoir d'équitable. Ces organismes sont-ils deux fois moins dignes que les autres de l'appui gouvernemental? Le premier ministre voudrait-il expliquer comment cela se justifie étant donné que selon les promesses bien précises faites lors de la campagne électorale, le financement devait être maintenu aux niveaux actuels avec indexation sur le coût de la vie? Ne reconnaît-il pas qu'il s'est produit un profond revirement de politique entre le temps où son parti était dans l'opposition et son arrivée au pouvoir?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si je savais de quel cas en particulier la députée parle, cela me faciliterait les choses. Il n'y a rien de précis dans ses allégations. Les réductions dans les dépenses publiques sont toujours pénibles, mais je ne peux que répéter ce qui est un fait notoire, et la députée en conviendra, que nous avons hérité d'un énorme gâchis et qu'il fallait y remédier par des mesures justes et générales. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LA TAXE SUR LES RECETTES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES— L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES POURPARLERS AVEC LES PROVINCES

M. Alex Kindy (Calgary-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle concerne le Programme énergétique national instauré par le gouvernement libéral avec l'aide de nos amis néo-démocrates.

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: C'est faux.